

Les syndicats acteurs de **l'éducation et de la sensibilisation au développement** pour la solidarité mondiale



TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	3
Le Réseau syndical de coopération au développement (RSCD)	4
Représentativité et action des syndicats sur le terrain en matière de DEAR	5
Travail décent: une question fondamentale pour les activités syndicales sur DEAR	6
Rôle des syndicats sur DEAR dans le cadre de l'Agenda 2030	7
DOMAINES DEAR POUR LES SYNDICATS	8
1. Travail décent et agenda pour le travail décent	8
2. Chaînes de valeur mondiales	10
3. Justice climatique	12
4. Migration et développement	13
5. Solidarité mondiale et sensibilisation	14
6. Esclavage moderne et travail forcé	16
7. Outils de communication à destination du mouvement syndical élargi	18
8. Éducation au développement à l'école	22
Membres du réseau RSCD impliqués dans des activités de DEAR	26

AVANT-PROPOS

L'éducation des travailleurs et des travailleuses est un élément fondamental de l'activité des syndicats depuis leur création, et la sensibilisation a toujours été l'une des actions primordiales des syndicats, par le biais de la syndicalisation, de l'organisation de campagnes, etc. Les syndicats œuvrent depuis de nombreuses décennies à l'éducation et à la sensibilisation au développement (DEAR – Development Education and Awareness Raising) dans le cadre des actions de solidarité internationale, qui consistent aussi bien à défendre les droits du travail à travers le monde qu'à unir les travailleurs, ou à mobiliser le public autour de questions politiques telles que les dictatures et l'apartheid en Afrique du Sud, entre autres. Ce travail a progressivement évolué vers des actions et des programmes DEAR plus élaborés, qui témoignent du profond attachement des syndicats à cette cause.

Les syndicats considèrent que l'éducation et la sensibilisation au développement s'inscrivent dans la volonté de renforcer la solidarité internationale. Les syndicats éduquent et sensibilisent les citoyens et les travailleurs à la réalité de la situation des pays en développement, afin de proposer des réponses communes à des problèmes communs.

Cette brochure rappelle le rôle et la valeur ajoutée des syndicats en matière d'éducation et de sensibilisation au développement, ainsi que leurs différents domaines de compétences, illustrés par des exemples spécifiques.

*Paola Simonetti
Coordinatrice du réseau RSCD*

Les syndicats considèrent que l'éducation et la sensibilisation au développement s'inscrivent dans une volonté de renforcer la solidarité internationale

LE RÉSEAU SYNDICAL DE COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT (RSCD)

>> Les syndicats comptent parmi les plus puissants acteurs du développement pour aider les populations à travers le monde à sortir de la pauvreté, à mettre fin à l'inégalité et à mettre en place, bâtir et maintenir la démocratie. À l'aide de la négociation sur les réglementations de santé et de sécurité, sur la protection sociale, les salaires, ou encore la protection contre la discrimination, les syndicats combattent directement les inégalités et favorisent la redistribution.

Les syndicats et les organisations de travailleurs, composés d'adhérent(e)s et représentant toutes les orientations sexuelles,



ethniques et religieuses, contribuent à lutter contre l'exclusion économique et sociale et l'injustice fiscale en donnant un moyen aux travailleurs vulnérables, notamment les femmes, les travailleurs informels, les migrants ou les employés domestiques, de défendre leurs propres intérêts.

Les organisations de travailleurs cherchent avant tout à créer une unité et à trouver une cause commune entre les travailleurs lorsqu'elles négocient des accords qui prennent en compte les différents besoins de la main d'œuvre formée par leurs membres. Par le dialogue social, les syndicats soutiennent le développement socioéconomique, la participation et l'appropriation démocratique. De surcroît, en tant que partie organisée de la société civile qui permet aux travailleurs de participer collectivement à la gouvernance publique, les syndicats ouvrent la voie à d'autres organisations de la société civile pour agir et progresser.

Le Réseau syndical de coopération au développement (RSCD) est une initiative de la Confédération syndicale internationale (CSI) qui regroupe des organisations syndicales

affiliées, des organisations solidaires (OS), des organisations régionales de la CSI, des Fédérations syndicales internationales (FSI), la Confédération européenne des syndicats (CES) et la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC).

Le RSCD a pour but de traduire la perspective syndicale dans les débats sur la politique en matière de développement international et d'améliorer la coordination et l'efficacité des activités syndicales dans le domaine de la coopération au développement

La RSCD ajoute de la valeur au programme DEAR, en regroupant les syndicats du nord et du sud mondial

Les réseaux mondiaux tels que le RSCD, qui coordonnent et maîtrisent les synergies en ce qui concerne les activités de plaidoyer et d'apprentissage mutuel, apportent une valeur ajoutée particulière au travail d'éducation et de sensibilisation au développement, dans la mesure où ils font intervenir des acteurs des pays de l'hémisphère nord et de l'hémisphère sud pour établir des échanges entre pairs et des actions conjointes.

Pour en savoir plus sur le RSCD, consultez le site :

<http://www.ituc-csi.org/development-cooperation?lang=fr>

REPRÉSENTATIVITÉ ET ACTION DES SYNDICATS SUR LE TERRAIN EN MATIÈRE DE DEAR

>> **Les syndicats sont des organisations composées de membres susceptibles d'établir le contact avec des millions de travailleurs/euses affiliés/ées.** En Europe, la Confédération européenne des syndicats (CES) compte 88 organisations nationales affiliées dans 37 pays. La Confédération syndicale internationale (CSI) est forte de 328 organisations nationales affiliées dans 162 pays à travers le monde, avec un nombre total de 176 millions d'adhérents. Les syndicats représentent donc une des plus grandes organisations de la société civile, et aussi parmi les plus représentatives. C'est ce qui leur permet de toucher des millions de membres syndicaux en Europe et dans le monde par l'intermédiaire de moyens de communication internes.

La force des syndicats sur le terrain n'est pas seulement due au nombre de membres, mais aussi à la nature même du travail syndical.

Les syndicats sont des organisations représentatives qui mettent en avant les questions de DEAR sur le lieu de travail

Les syndicats sont des organisations représentatives qui privilégient les questions d'éducation et de sensibilisation au développement sur le lieu de travail, ce qui leur confère un rôle unique. Les syndicats étant présents sur le lieu de travail, ils sont investis d'une mission unique au niveau de la sensibilisation. D'un côté, le lien quotidien avec les travailleurs leur donne un rôle spécifique que d'autres organisations ne peuvent pas prendre en charge. D'un autre côté, leur participation aux comités d'entreprise et aux structures de dialogue au travail leur permet de mettre en avant les questions liées au développement. Ce public n'est généralement pas ciblé par les autres

organisations de la société civile et n'est donc pas directement familiarisé avec les activités sur le développement.

Les syndicats participent à la solidarité internationale entre les travailleurs du monde entier et défendent la responsabilité mondiale pour le développement. Leur engagement à l'égard de la solida-

rité mondiale auprès des travailleurs de l'UE et d'autres pays partenaires contribue à créer un sens commun de responsabilité mondiale pour le développement et à promouvoir l'intégration des perspectives mondiales. C'est ce qui ressort de leur rôle d'interlocuteurs dans les instances internationales, au sein desquelles ils plaident en faveur des droits des travailleurs et d'un monde juste et durable.

Ces instances internationales comprennent notamment les Nations Unies, l'Organisation de coopération et de développement économiques, l'Union européenne, le G20, l'Organisation mondiale du commerce, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, etc.

De par la diversité des syndicats, en termes de taille, d'influence, d'expérience et de relations (avec les gouvernements et d'autres parties prenantes) d'un pays à un autre, l'approche DEAR à l'égard de l'apprentissage entre pairs est particulièrement significative pour le mouvement syndical.

Les syndicats participent à la solidarité internationale entre les travailleurs du monde entier et défendent la responsabilité mondiale pour le développement

Les syndicats sont des organisations composées de membres susceptibles d'atteindre des millions de travailleurs affiliés

TRAVAIL DÉCENT : UNE QUESTION FONDAMENTALE POUR LES ACTIVITÉS SYNDICALES SUR DEAR


>> **Le travail décent est l'une des plus grandes questions mondiales pour les activités DEAR des syndicats.** L'agenda pour le travail décent repose sur quatre piliers : la création d'emplois, les droits au travail, la protection sociale et le dialogue social.

Compte tenu du rôle des chaînes d'approvisionnement, la question du travail décent est particulièrement importante pour sensibiliser et pour faire comprendre le monde interdépendant dans lequel nous vivons, ainsi que les rôles et les responsabilités se rapportant au développement dans une société mondialisée. La promotion des accords-cadres internationaux en est un bon exemple. Le travail décent présente un intérêt considérable pour les citoyen(ne)s qui se mobilisent dans le but d'éliminer la pauvreté et de promouvoir la justice, les droits humains, la responsabilité sociale et le développement durable, car il s'agit d'un élément

essentiel de l'approche fondée sur les droits humains.

Les accords-cadres internationaux sont des accords officiels conclus entre des entreprises multinationales et des organisations syndicales internationales. Ce sont des accords négociés dont le contenu peut varier autour de la réglementation des relations de travail. Ils partent du principe qu'une entreprise reconnaît une organisation syndicale internationale en tant que partenaire social.

Le travail décent et l'agenda pour le travail décent sont spécifiquement mentionnés dans les politiques de développement d'organisations internationales telles que l'Union européenne, le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement, les Nations Unies, l'Organisation de coopération et de développement économiques, etc. Il convient de noter leur présence transversale et particulièrement utile dans de nombreux objectifs de l'Agenda 2030.



Le travail décent est particulièrement pertinent afin de sensibiliser et de faciliter une compréhension critique du monde interdépendant et les rôles et responsabilités en relation avec les questions de développement dans une société mondiale

RÔLE DES SYNDICATS SUR DEAR DANS LE CADRE DE L'AGENDA 2030

>> Les syndicats des pays de l'hémisphère nord et de l'hémisphère sud ont participé, par l'intermédiaire du RSCD, au processus d'adoption de l'Agenda 2030 des Nations unies, depuis sa conception au sein du Groupe de travail ouvert des Objectifs de développement durable jusqu'à son adoption

lors du Sommet des Nations Unies sur le développement durable, en septembre 2015. La dimension universelle de l'Agenda 2030 nécessitera également la participation des syndicats des pays du nord et du sud pour assurer sa diffusion et son suivi. Les syndicats joueront d'ailleurs un rôle fondamental dans la réalisation de nombreux Objectifs de développement durable et organiseront des campagnes de sensibilisation dans les pays de l'UE et sur l'ensemble du globe pour faire prendre conscience de l'importance de suivre la mise en œuvre de l'Agenda 2030.



Les syndicats avaient déjà activement pris part à la campagne en faveur de la mise en œuvre des dispositions sur le travail décent dans les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Une campagne élaborée par le syndicat espagnol UGT a expliqué aux élèves de l'enseignement primaire et secondaire les difficultés liées aux OMD. Cette campagne reposait sur une série de quatre livres intitulée «À la recherche des OMD» qui présentait, à l'aide de jeux et d'histoires, les problèmes que devaient résoudre les OMD. La campagne comportait également des stages de formation pour aider les enseignant(e)s à intégrer à leur programme la sensibilisation aux OMD.

DOMAINES DEAR POUR LES SYNDICATS

1) TRAVAIL DÉCENT ET AGENDA POUR LE TRAVAIL DÉCENT



>> Selon la définition de l'Organisation internationale du travail (OIT), qui a été approuvée par la communauté internationale, le travail décent repose sur l'accès à un travail productif pour les hommes et les femmes, dans le respect de la liberté, de l'équité, de la sécurité et de la dignité humaine. Le travail décent offre des opportunités de travail productif et convenablement rémunéré, la sécurité sur le lieu de travail et la protection sociale pour les travailleurs/euses et leur famille, de meilleures perspectives de développement personnel et d'insertion sociale, la liberté pour les individus d'exprimer leurs revendications, de s'organiser et de participer aux décisions qui affectent leur vie, et l'égalité des chances et de traitement pour tous.



Les quatre piliers de l'agenda pour le travail décent de l'OIT sont les suivants :

- **Droits au travail : normes et conventions fondamentales de l'OIT**
- **Création d'emploi**
- **Renforcement de la protection sociale**
- **Renforcement du dialogue social**

Seuls les droits peuvent permettre aux personnes de sortir durablement de la pauvreté. C'est pourquoi les syndicats placent le travail décent au centre de leurs stratégies de développement et qu'ils militent en faveur d'emplois assortis de **droits du travail** pour donner aux travailleurs les moyens d'agir, de **salaires minimum** pour garantir une source



de revenus aux travailleurs et à leur famille, de **sécurité sociale** et de **protection sociale**, d'une participation et d'une représentation démocratique par le biais du **dialogue social**.

Les campagnes syndicales de sensibilisation promeuvent également les piliers du travail décent et font savoir comment ils existent, ou non, dans les pays en développement. Par exemple, les syndicats de toute la planète célèbrent chaque année la Journée mondiale pour le travail décent (JMTD), le 7 octobre, en organisant des activités sous la forme de conférences, de mobilisations, d'interventions dans les médias, de rassemblements, de flash mobs et de campagnes en ligne ou hors ligne.

La JMTD est non seulement un exercice de sensibilisation à la solidarité mondiale mais aussi une action organisée simultanément



dans le monde entier, aussi bien dans des endroits où les droits des travailleurs sont respectés que dans des endroits où ils ne le sont pas. Les activités organisées à l'occasion de la Journée mondiale permettent de faire prendre conscience des conditions de travail dans d'autres parties du monde et de lancer des appels à l'action pour inciter les gouvernements nationaux et les entreprises multinationales à respecter les droits du travail élémentaires le long des chaînes d'approvisionnement.

Une liste complète des activités prévues lors de la JMTD de 2015 est accessible sur : <http://2015.wddw.org/fr/accueil/>



Seuls les droits offrent des garanties pour que les gens puissent sortir de la pauvreté d'une manière durable

2) CHÂÎNES DE VALEUR MONDIALES



Les accords-cadres internationaux constituent un instrument important pour protéger les droits des travailleurs et les conditions de travail dans les sociétés transnationales

>> **Nous vivons dans une économie mondialisée, dans laquelle les capitaux, les marchandises et le travail sont constamment en mouvement.** Cependant, les conditions de travail des employés d'une même entreprise ou le long de la chaîne de valeur varient en fonction du lieu, ce qui se traduit par des disparités considérables en matière de droit d'association, de conditions de travail et de protection sociale, pour ne citer que quelques aspects.

Les accords-cadres internationaux constituent désormais un instrument important pour protéger les droits des travailleurs et les conditions de travail dans les sociétés transnationales. Les accords préconisés et signés par les Fédérations syndicales internationales ont pour objectif, dans la majorité des cas, d'encourager les entreprises transnationales à respecter les

droits humains et les droits fondamentaux du travail, de même que les normes relatives à la responsabilité sociale des entreprises. Au fil des années, le contenu de ces accords s'est précisé et comporte des notions spécifiques telles que la santé et la sécurité au travail, l'égalité dans l'emploi, la formation et la mobilité, la planification des besoins d'emploi et de compétences, les mesures permettant d'éviter les licenciements, etc.

Les syndicats présents au siège des entreprises multinationales entreprennent des campagnes et des actions visant à faire pression sur leurs dirigeants pour les inciter à signer et à respecter les accords-cadres internationaux. Il s'agit de campagnes de sensibilisation et de solidarité auprès des travailleurs, et d'actions directes organisées par les représentant(e)s des travailleurs à l'attention de la direction.



Pendant la Coupe du monde de football de 2014, CNV Internationaal a organisé une campagne pour sensibiliser les néerlandais aux conditions de travail dans le secteur de la confection des vêtements de sport au Honduras. Dans le cadre de cette campagne, CNV a demandé au public néerlandais de soutenir les efforts du syndicat CGT (partenaire de CNV Internationaal au Honduras) pour améliorer les conditions de travail des usines de confection d'Adidas.

En 2014, la Fédération syndicale internationale IndustriALL a renouvelé son accord-cadre mondial avec le détaillant mondial Inditex (entreprise multinationale espagnole propriétaire de marques telles que Zara, Pull&Bear, etc.). Le travail de sensibilisation des syndicats réalisé auprès des travailleurs d'Inditex en Espagne a stimulé la demande

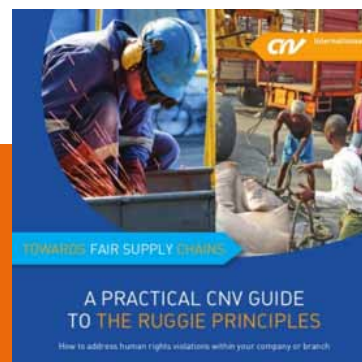
en faveur de meilleures conditions de travail le long de la chaîne d'approvisionnement.

La campagne des syndicats belges «Ensemble, les travailleurs ne seront plus des outils», vise à expliquer que le travail décent est la meilleure solution contre la pauvreté et à sensibiliser au fait que 50% des travailleurs à travers le monde gagnent moins de 1,50 EUR par jour, ou que plus de la moitié des travailleurs de la planète ne peuvent pas adhérer à un syndicat... La campagne encourage les travailleurs à agir sur leur lieu de travail – en demandant aux employeurs de leur fournir des vêtements de travail qui ne proviennent pas de l'exploitation des travailleurs de l'habillement – et, plus généralement, à solliciter la signature d'accords-cadres mondiaux.

Au cours de ces dernières décennies, la mondialisation a transformé le marché mondial du travail. La main-d'œuvre est devenue plus mobile à travers le globe et l'industrialisation s'est accélérée dans plusieurs pays en développement. La brochure mise au point par le syndicat suédois Union to Union, intitulée «Le marché du travail sur une planète mondialisée» explique aux adhérent(e)s des syndicats suédois la transition vers un marché du travail mondialisé.

Le syndicat néerlandais CNV a publié un guide pratique sous le titre «Principes de Ruggie : comment lutter contre les violations des droits humains dans votre entreprise ou dans votre domaine d'activité», qui fournit aux syndicalistes des ressources pratiques pour dénoncer et empêcher les pratiques abusives

dans les chaînes d'approvisionnement.



3) JUSTICE CLIMATIQUE



Les syndicats militent pour une transition juste vers des emplois verts pour un avenir durable

>> Les syndicats travaillent activement sur la justice climatique et appellent à une transition juste accompagnée d'emplois verts pour un avenir durable. Des campagnes spécifiques ont été organisées par la CSI et ses affiliées pour placer ces questions à l'ordre du jour international.

Les syndicats sensibilisent à la nécessité de conclure des accords internationaux contraignants sur le climat, portant notamment sur les objectifs de réduction des émissions et les responsabilités différenciées, ou sur le financement des politiques climatiques. Ils demandent une stratégie très détaillée de «transition juste» pour les travailleurs et les communautés afin de garantir que tout le monde participe à une économie durable à faible intensité de carbone et bénéficie d'emplois verts décents.



Dossier Nouveaux Fronts de la CSI sur la justice climatique (mai 2015)

>> **Plus de 200 millions de personnes travaillent actuellement hors de leur pays d'origine.** Avec leur famille, les travailleurs/euses migrants représentent une grande majorité de l'ensemble des migrants internationaux. C'est pourquoi la migration est avant tout une question de travail. Les personnes se déplacent pour trouver un emploi décent et offrir un avenir meilleur à leur famille.

Le traitement injuste des travailleurs migrants se répercute négativement sur les salaires et les conditions de travail de l'ensemble des travailleurs. Il est indispensable de garantir la protection des droits des migrants pour atteindre l'objectif de travail décent pour tous les hommes et toutes les femmes. Les droits des migrants sont indissociables des droits des travailleurs.

Le projet «Travail décent : Faire de la migration un atout pour le développement» est une initiative des instituts syndicaux italiens de coopération au développement ISCOS/

CISL et Progetto Sviluppo/CGIL, et de l'espagnol ISCOD-UGT, destinée à améliorer la compréhension et la popularisation des liens existant entre le travail décent, la migration, et le développement.

Ce projet visait à mobiliser les citoyens européens pour veiller à placer le travail décent au centre des politiques de coopération au développement, dans le but d'inciter les citoyens à défendre une approche basée sur les droits en ce qui concerne la migration du travail et la cohérence politique en faveur du développement.

La brochure du réseau Nord-Süd-Netz du DGB Bildungswerk, intitulée «Sans absolue nécessité, personne ne quitte son pays» porte sur les causes de la migration et des demandes d'asile, ainsi que sur la relation entre la migration et le développement durable.

4) MIGRATION ET DÉVELOPPEMENT



5) SOLIDARITÉ MONDIALE ET SENSIBILISATION



>> **Le droit d'association et de négociation collective est menacé dans de nombreux pays. Les dirigeant(e)s syndicaux sont harcelés et assassinés et, par conséquent, la réalisation de l'agenda pour le travail décent est loin d'être une réalité pour de nombreux travailleurs.**

Les activités syndicales liées à l'éducation et à la sensibilisation au développement dans ce domaine sont axées sur la solidarité avec les travailleurs syndiqués et les syndicats en situation de risque, qui agissent dans des environnements hostiles, dans lesquels il leur est difficile de faire respecter leurs droits élémentaires.

Le mouvement syndical mondial dispose d'un outil fondamental : l'Indice annuel des droits dans le monde publié par la Confédération syndicale internationale (CSI). Depuis plus d'une trentaine d'années, la CSI recueille des données sur les violations des droits syndicaux à travers le monde, ce qui permet de donner aux gouvernements et aux entreprises un panorama de la détérioration ou de l'amélioration de leurs lois et de leurs chaînes d'approvisionnement.

L'Indice des droits dans le monde de la CSI est utilisé au niveau national en Europe pour montrer les différences essentielles avec les pays de l'hémisphère sud concernant les droits et

The 2015 ITUC Global Rights Index

The World's Worst Countries for Workers



<http://survey.ituc-csi.org>

en français





les libertés fondamentales des travailleurs, ce qui génère des débats et des actions de solidarité mondiales pour défendre les droits du travail ; en effet, des droits du travail insuffisants peuvent être le symptôme d'une réduction de l'espace démocratique ou de la violation des droits dans d'autres domaines.

Les syndicats suédois ont publié du matériel didactique pour aider les travailleurs à com-

prendre l'importance des droits humains sur le lieu de travail, et repérer à quels niveaux ces droits ne sont pas respectés.

«Human rights in the workplace» (Les droits humains au travail) : cette brochure rappelle les huit conventions fondamentales de l'OIT sur les droits humains fondamentaux au travail et présente l'histoire de l'OIT ; la brochure indique en outre comment sont utilisées les conventions fondamentales de l'OIT dans les activités des syndicats.

«The Road to a Better Working Life» (La voie vers une meilleure vie de travail) : cette brochure explique que le travail des syndicats au plan international consiste à renforcer la solidarité internationale pour défendre les condi-

tions de travail au niveau national également, et pourquoi il est important de participer aux actions organisées à travers le globe.

Dans de nombreux pays, les droits syndicaux ne sont pas respectés : les syndicats sont interdits, les membres syndicaux sont menacés, emprisonnés, voire assassinés. Le syndicat néerlandais FNV encourage ses membres à écrire des déclarations officielles de soutien aux syndicalistes du monde entier qui souffrent ou qui sont emprisonnés en raison de leur activité syndicale.

Le guide «Agir sur la mondialisation» réalisé par le syndicat français Confédération française démocratique du travail (CFDT) apporte des références et étudie l'action à mener auprès des institutions internationales, des entreprises et des multinationales, ainsi que le rôle des syndicats dans un univers mondialisé.



Les syndicats défendent les droits de l'homme dans le milieu de travail et dénoncent le harcèlement et les assassinats de travailleurs

6) ESCLAVAGE MODERNE ET TRAVAIL FORCÉ



De nombreuses campagnes élaborées par les syndicats portent sur l'esclavage moderne et le travail forcé

>> **De nombreuses campagnes et activités d'éducation et de sensibilisation au développement élaborées par les syndicats portent sur l'esclavage moderne et le travail forcé.** Aujourd'hui, le nombre estimé de travailleurs/euses soumis à des formes contemporaines d'esclavage n'a jamais été aussi élevé. En effet, au moins 21 millions de personnes subissent l'esclavage à travers le monde, dans quasiment tous les secteurs et tous les pays, mais les condamnations demeurent très faibles et les mesures préventives inefficaces. Le travail forcé étant dissimulé et difficile à mettre en évidence, de nombreuses autres personnes ne sont pas identifiées, également du fait de l'absence de services d'inspection du travail dans de nombreux pays.

Le nombre croissant de travailleurs en situation d'esclavage moderne résulte de plusieurs décennies de déréglementation des marchés du travail, qui ont privé les travailleurs de protection dans l'économie mondiale. Au moins 21 millions de personnes sont prises au piège de l'esclavage et de nombreux autres travailleurs subissent d'autres formes d'exploitation, ce qui fera très probablement d'eux les travailleurs forcés de demain.

L'esclavage est aujourd'hui présent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, et

les gouvernements doivent prendre la responsabilité de mettre en place une législation ferme et des moyens d'application sérieux, suivre le principe de diligence raisonnable et instaurer l'État de droit dans leur pays ainsi que dans les chaînes de valeur des sociétés multinationales implantées ou agissant dans leur pays.

En 2014, les gouvernements ont de nouveau adopté un traité mondial, le protocole de l'OIT sur le travail forcé, pour faire avancer la prévention, la protection et les mesures d'indemnisation. En dépit des chiffres encourageants et du soutien extraordinaire de la communauté internationale en faveur de l'adoption du protocole, la Mauritanie, le Niger, la Norvège et le Royaume Uni sont, à ce jour, les seuls pays à l'avoir ratifié, convertissant ainsi leur promesse internationale en engagement national.

La campagne de la CSI «Ratify the Protocol» (Ratifiez le protocole) encourage les travailleurs du monde entier à demander à leur ministre du Travail de ratifier de toute urgence le protocole de l'OIT.



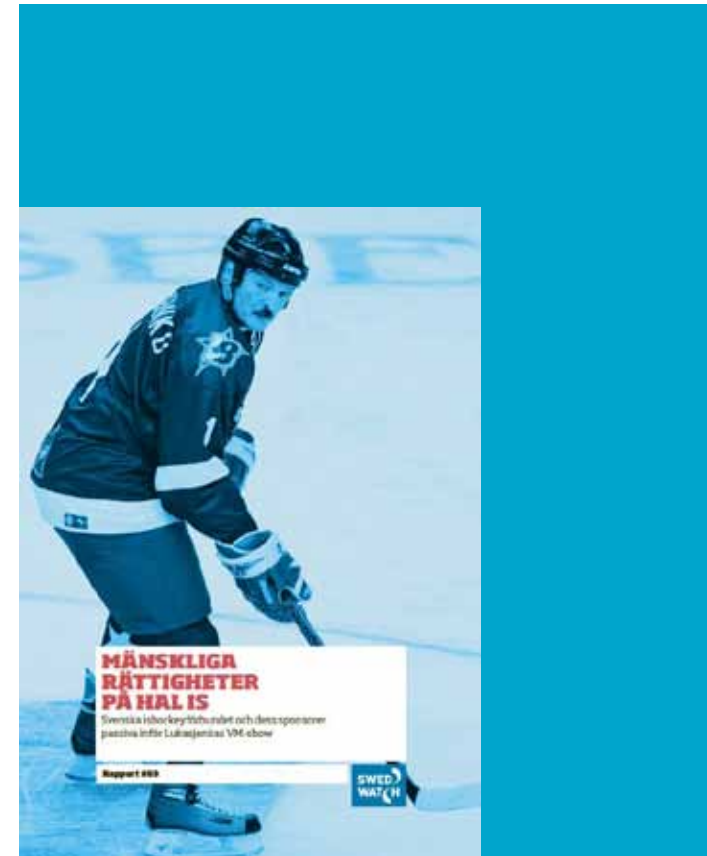


Une campagne internationale de l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois, «Carton rouge pour la FIFA», dénonce le nombre de décès de travailleurs du bâtiment lors de la construction de stades et de sites prévus pour la Coupe du monde de 2022 au Qatar. Cette campagne a été rapidement reprise par les syndicats nationaux, qui ont demandé au Qatar et à la FIFA de respecter les droits fondamentaux du travail des travailleurs non protégés.



La question du sport et du travail décent est récurrente dans les initiatives des syndicats sur l'éducation au développement. Le rapport «Human rights on thin ice» (Les droits humains en danger), publié par les syndicats suédois LO et TCO et l'organisme de surveillance suédois pour l'aide au développement, Swedwatch, révèle que le régime biélorusse, dont le président Alexandre Loukachenko est un passionné de hockey sur glace, a recouru au travail forcé pour

construire le stade Tjyzouka. À cette occasion, les défenseurs des droits humains ont été menacés, et les toxicomanes et les sans-abri ont été expulsés.



7) OUTILS DE COMMUNICATION À DESTINATION DU MOUVEMENT SYNDICAL



Les syndicats ont des canaux spécifiques pour diffuser leurs activités parmi leurs membres

>> Les syndicats font partie des plus grandes organisations de la société civile, et sont aussi parmi les plus représentatives. En tant qu'organisations composées de membres, ils peuvent entrer en contact avec des millions d'adhérent(e)s en Europe et

dans le monde par l'intermédiaire d'outils de communication internes.

Ces outils comprennent notamment les lettres d'information, les bulletins, les magazines, les conférences et les séminaires, les



stages de formation et de nombreuses autres activités qui contribuent à l'éducation et à la sensibilisation au développement des syndicats. Les travailleurs/euses diffusent à leur tour les informations sur leur lieu de travail ainsi que dans leur entourage immédiat. La solidarité des travailleurs va bien au-delà du lieu de travail!



Les ambassadeurs du travail décent

Certains syndicats élaborent des programmes comportant des «ambassadeurs du travail décent» pour former des formateurs sur les questions mondiales liées au travail décent, à l'esclavage moderne, aux chaînes d'approvisionnement et à la solidarité internationale.

La centrale syndicale finlandaise SASK met en place un projet de coopération au développement de ce type depuis plusieurs années, auquel participent de plus en plus de personnes. Les «émissaires du travail décent» développent la solidarité entre les travailleurs sur le lieu de travail, ainsi que dans diverses manifestations à travers la Finlande.

Les participant(e)s se familiarisent avec la situation des travailleurs dans le monde, et avec les campagnes syndicales contre le travail forcé. Selon les propos d'un participant, «Le programme des émissaires du travail décent m'a permis d'élargir mes connaissances sur les activités syndicales internationales. C'était un week-end très agréable et enrichissant, et je me réjouis de faire part à mes collègues de ce que j'ai appris».

Global Solidarity Champion Programme

Global Solidarity, l'institut de coopération au développement de la confédération syndicale irlandaise *Irish Confederation of Trade Unions* (ICTU), est à l'origine du *Global Solidarity Champion Programme* (Programme de promotion de la solidarité mondiale). Ce stage de formation est un élément très important du programme d'éducation au développement de l'ICTU car il apporte aux membres syndicaux divers outils, connaissances et compétences qui leur permettent de devenir des «champions» de la solidarité mondiale dans leur syndicat.



DEAR par le biais de l'art et de la culture

De nombreux syndicats innovent actuellement dans les nouveaux moyens de communication en matière d'éducation au développement, en intégrant l'art et la culture à leurs activités pour faire passer leurs messages, ce qui fonctionne très bien. Par exemple, le syndicat espagnol USO/SOTERMUN organise un concours annuel de photo sur le thème du travail décent à travers le monde. Les photographies récompensées sont reproduites dans le calendrier du syndicat.

Le syndicat néerlandais FNV encourage ses adhérent(e)s qui voyagent à l'étranger à photographier les personnes dans leur travail, afin de témoigner des faiblesses du travail décent dans la plupart des régions du monde, et de plaider en faveur d'une solidarité internationale plus forte.



L'artiste thaïlandais Rirkrit Tiravanija a présenté à la Biennale de Venise de 2015 l'installation «Untitled 2015 (14.086)» (Sans titre 2015 (14.086)), consistant à fabriquer les 14.086 briques nécessaires à la construction d'une maison simple pour une petite famille chinoise, sur lesquelles est gravée en chinois l'expression 别干了 (Ne travaillez plus). Les briques peuvent être achetées par les visiteurs, à un minimum de 10 EUR. L'argent ainsi recueilli a servi à financer les activités soutenues par l'organisation syndicale italienne de

coopération au développement ISCOS/CISL, qui apporte son concours aux organisations chinoises participant à la défense des droits des travailleurs.

Sensibilisation au développement à l'aide de matériel visuel

L'organisation régionale de la CSI dans la région interaméricaine, la Confédération syndicale des travailleurs des Amériques

(TUCA-CSA), a publié une bande dessinée sur la Plateforme de développement des Amériques (PLADA). La PLADA est conçue de sorte à devenir l'outil de référence pour les mobilisations et les actions politiques du mouvement syndical, afin de promouvoir les changements stratégiques nécessaires pour faire face aux différents problèmes sociaux et politiques, aux acteurs et aux gouvernements de la région. Le texte fondateur de la

PLADA a été adapté sous forme de bande dessinée pour expliquer les quatre dimensions de la réalisation du développement durable : politique, économique, sociale et environnementale.



Les syndicats utilisent des canaux de communication innovants pour promouvoir DEAR à travers l'art et la culture

8) ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT À L'ÉCOLE



Les syndicats des enseignants peuvent toucher l'éducation au développement dans les différents niveaux de l'éducation, et inclure DEAR dans les programmes éducatifs

>> Enseignement primaire et secondaire

Dans l'ensemble de l'Europe, les salles de classe sont un lieu très important pour l'éducation et la sensibilisation au développement (DEAR). Être informé dès le plus jeune âge des conséquences de la mondialisation et des différentes conditions de travail qui existent sur la planète contribue à une citoyenneté plus responsable et à la diffusion de ces informations dans l'entourage des enfants (famille, amis). Dans plusieurs pays européens, les syndicats d'enseignants peuvent établir le dialogue avec tous les niveaux d'éducation et intégrer les activités DEAR sous forme de matière dans de nombreux programmes éducatifs. Il existe plusieurs façons de procéder, en utilisant notamment du matériel pédagogique, des bandes dessinées, des films ou des jeux de rôle.

L'institut syndical néerlandais de coopération au développement, CNV Internationaal, asso-

cié à CNV Youth (pour les jeunes), a organisé un atelier sur les «vêtements propres», c'est-à-dire qui ne proviennent pas de l'exploitation des travailleurs de l'habillement, destiné aux établissements scolaires. Un groupe de 12 jeunes volontaires ont visité des écoles de l'ensemble des Pays-Bas et ont donné des cours sur les conditions de travail dans le secteur de la confection dans les pays en développement. Ils ont également informé sur le rôle des syndicats dans ces pays.



Le syndicat espagnol d'enseignants *Comisiones Obreras* a travaillé en 2007 sur un projet d'éducation au développement qui s'inscrivait dans le parcours officiel de l'ensei-



gnement, intitulé *Anversos*. Il s'agissait d'une approche très novatrice qui proposait des cours en ligne et hors ligne pour former les enseignants sur les questions d'éducation au développement, et encourageait la création de groupes de travail d'enseignants pour élaborer et améliorer le matériel didactique dans ce domaine. Un site Internet interactif fournissait un contenu multimédia dédié aux enseignants et aux étudiants pour les aider à diffuser les thèmes propres à l'éducation au développement à l'aide des nouvelles technologies. Grâce à ces modes de fonctionnement innovants, *Anversos* a remporté un prix, décerné par l'institut espagnol de l'Administration publique.


Comisiones Obreras a également mis en place le programme d'éducation au développement «Interactuemos» (Interagissons) qui



a été présenté dans 21 établissements scolaires au total, à l'intention de plus de 4.000 élèves et 210 enseignants. Ce projet visait à former les enseignants et à leur apporter des outils éducatifs leur permettant d'intégrer l'éducation au développement dans leurs programmes scolaires, dans l'objectif de promouvoir une citoyenneté solidaire mondiale et de sensibiliser les élèves aux inégalités du monde dans lequel nous vivons et, ainsi, fa-

voriser la solidarité à l'échelle mondiale. Le programme s'adressait à trois groupes cibles :

- Élèves de l'école élémentaire : vidéos, histoires, musiques, jeux.
- Lycéen(ne)s : expositions de photos, jeux de rôle, documentaires et bandes dessinées.
- Enseignant(e)s : matériel pédagogique et formation en ligne expliquant comment utiliser le matériel de façon optimale.



COSES DE XIQUETS I XIQUETES



Foto: La Rueda, Nicaragua.

JUEGAM A LES CASETES





L'institut syndical espagnol de coopération au développement ISCOD-UGT a conçu le projet «Pas de paix sans solidarité» pour l'enseignement secondaire formel et non-formel, mais avec une dimension publique du fait de ses activités ouvertes. Le projet reposait sur plusieurs temps forts : célébration de la Journée de l'école pour la paix, activités sur le travail des enfants «Nous apprenons, ils travaillent», célébration de la Journée contre la violence domestique, de la Journée des femmes qui travaillent et de la Journée contre le racisme.

Enseignement supérieur

La Confédération des syndicats britanniques a coordonné une campagne pendant les Jeux olympiques de Londres en 2012 pour appeler



les organisateurs des Jeux, le Comité international olympique et les grandes marques de vêtements de sport, qui engrangent des bénéfices colossaux grâce aux Jeux, à garantir le respect des droits des travailleurs/euses qui fabriquent les tenues et les articles de sport utilisés lors des Jeux olympiques. Une boîte à outils pour les étudiants a donné des idées et de l'inspiration pour agir afin d'améliorer les droits des travailleurs dans les ateliers aux conditions de travail difficiles. Cette boîte à outils contenait les éléments suivants :

- Un guide pour les étudiants sur l'action «Playfair» : pour aider les étudiants et leurs syndicats à agir en faveur des droits des travailleurs sur les campus. Qui sont les personnes qui fabriquent les pulls à capuche et les porte-clés? Que fait leur université pour veiller au respect des droits des travailleurs?

- Un jeu sur les méthodes de fabrication injustes : pour faire comprendre aux étudiants les pressions que ressentent les gens qui travaillent dans les ateliers où ils sont exploités. Le jeu donne des informations générales aux joueurs, et propose une fonction «contacter le syndicat» qui permet aux joueurs de défendre leurs droits, ainsi qu'une fonction «agir» à l'aide de laquelle les joueurs peuvent adresser un courriel à Adidas, Nike et Pentland pour les appeler à améliorer les droits des personnes qui confectionnent des vêtements et des articles de sport.



La solidarité mondiale et la lutte contre les inégalités sont des enjeux majeurs dans les programmes d'éducation syndicale pour le développement

Le Fonds de solidarité de l'Internationale de l'éducation a été créé dans le but de venir en aide aux organisations membres en cas d'urgence, notamment lors de catastrophes naturelles, famines, guerres, persécutions ou autres situations critiques. L'assistance apportée grâce au Fonds de solidarité de l'IE est surtout utilisée pour un secours à court terme visant à assurer la survie des organisations et de leurs membres. Le Fonds, créé avec les contributions volontaires des organisations membres et administré par le Secrétariat de l'IE, est un exemple tangible de



solidarité entre enseignants dans le monde. Les catastrophes naturelles ou causées par l'homme qui menacent la vie des enseignants et de leur famille requièrent notre solidarité et notre aide immédiate et efficace.

Une autre campagne créative sur l'éducation au développement a été lancée par le syndicat néerlandais FNV pour faire connaître la si-



tuation des ouvriers du bâtiment originaires du Népal, qui travaillent dans des conditions extrêmement difficiles pour construire les stades de la Coupe du monde de 2022 au Qatar. Cette bande dessinée a été distribuée dans les écoles pour susciter le débat entre les élèves au sujet de la face cachée des grands événements sportifs et des conditions de travail pratiquées aux portes de l'Europe.

MEMBRES DU RÉSEAU RSCD IMPLIQUÉS DANS DES ACTIVITÉS DE DEAR

CSI	Confédération syndicale internationale (CSI)	Espagne	Confederación Sindical de Comisiones Obreras (CCOO)/ Fundación Paz y Solidaridad (FPyS)
Organisation régionale de la CSI	CSI Afrique	Espagne	Unión Sindical Obrera (USO)/Solidaridad con los trabajadores y trabajadoras de los países empobrecidos (USO Sotermun)
Organisation régionale de la CSI	Confédération syndicale de travailleurs et travailleuses des Amériques (CSA)	France	Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)/ Institut Belleville
Organisation régionale de la CSI	CSI Asie-Pacifique (ITUC AP)	France	Confédération Générale du Travail (CGT)
FSI	IndustriALL	France	Confédération Générale du Travail – Force Ouvrière (CGT-FO)
FSI	International des services publics (PSI)	Hongrie	Hungarian Trade Union Confederation (MSZSZ)
FSI	Education internationale (EI-IE)	Irlande	Irish Congress of Trade Unions (ICTU)
FSI	Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (BWI)	Italie	Confederazione Italiana Sindacati Lavoratori (CISL)/Istituto Sindacale per la Cooperazione allo Sviluppo (ISCOS)
FSI	Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF)	Italie	Confederazione Generale Italiana del Lavoro (CGIL)/ Progetto Sviluppo
FSI	UNI Global Union (UNI)	Italie	Unione Italiana del Lavoro (UIL)/Progetto Sud
Europe	Confédération européenne des syndicats (CES)	Norvège	Landsorganisasjonen i Norge (LO)
Allemagne	Deutscher Gewerkschaftsbund (DGB)	Pays Bas	Christelijk Nationaal Vakverbond (CNV Internationaal)
Allemagne	DGB Bildungswerk	Pays Bas	Federatie Nederlandse Vakbeweging (FNV Mondiaal)
Allemagne	Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)	Roumanie	Confederatia Nationala Sindicala Cartel Alfa (Alfa Cartel)
Autriche	Österreichischer Gewerkschaftsbund (OeGB)	Roumanie	Blocul National Sindical (BNS)
Autriche	Weltumspannend Arbeiten	Royaume Uni	Trades Union Congress (TUC)
Belgique	Confédération des Syndicats Chrétiens (ACV-CSC)	Suède	Landsorganisationen i Sverige (LO)
Belgique	World Solidarity (WSM)	Suède	Tjänstemännens Centralorganisation (TCO)
Belgique	Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique (CGSLB-ACLVB)	Suède	Union to Union
Belgique	Fédération Générale du Travail de Belgique (ABVV-FGTB)	TUAC	Commission Syndicale Consultative auprès de l'OCDE
Bulgarie	Confederation of Independent Trade Unions of Bulgaria (CITUB)		
Chypre	Democratic Labour Federation of Cyprus (DEOK)		
Danemark	LO/FTF Council		
Espagne	Unión General de Trabajadores (UGT)/Instituto Sindical de Cooperación al Desarrollo (ISCOD)		



**Les syndicats acteurs de l'éducation et de la sensibilisation au développement
pour la solidarité mondiale**

© RSCD 2016

Rédaction et révision: Diego López González et Joan Lanfranco, RSCD-CSI

Relecture: Michael Balfe, CSI

Maquette: MURIEL sprl

La participation des syndicats à la coopération au développement existe depuis longtemps et elle est désormais mieux connue et reconnue, mais c'est seulement depuis peu que les syndicats sont perçus comme des acteurs du développement en tant que tels. Un aspect moins familier du travail syndical est celui qui concerne l'éducation et la sensibilisation au développement (DEAR).

L'éducation des travailleurs est un élément fondamental de l'activité des syndicats depuis leur création, et la sensibilisation a toujours été l'une des actions primordiales des syndicats, par le biais de la syndicalisation, de l'organisation de campagnes, etc. Les syndicats œuvrent depuis de nombreuses décennies à l'éducation et à la sensibilisation au développement dans le cadre des actions de solidarité internationale, pour défendre les peuples colonisés et lutter contre les dictatures et l'apartheid, entre autres. Ce travail a progressivement évolué vers des actions et des programmes DEAR plus élaborés, qui témoignent du profond attachement des syndicats à cette cause.

Les syndicats considèrent que l'éducation et la sensibilisation au développement sont une forme d'engagement à l'égard des citoyens et des travailleurs pour éduquer et sensibiliser à la situation des pays partenaires, et pour proposer des réponses communes à des problèmes communs en renforçant la solidarité internationale.

Réseau syndical de coopération au développement

c/o Confédération syndicale internationale

Boulevard du Roi Albert II, 5, Bte 1, 1210 Bruxelles, Belgique

dce@ituc-csi.org – www.ituc-csi.org/development-cooperation

Twitter: @TUDCN_RSCD – Facebook: /TUDCN.RSCD



Ce document a été réalisé avec le soutien financier de l'Union européenne. Le contenu de ce document relève de la responsabilité exclusive de la CSI et ne peut en aucun cas être considéré comme représentant la position de l'Union européenne.

